

26/07/2023

DOCUMENT DE CONCLUSION

Réunion d'experts du RAN en petit comité, en ligne

27 juin 2023

Directives en matière d'éthique dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent

Principaux résultats

Le 27 juin, une réunion d'experts en petit comité a été organisée en ligne pour aborder un sujet qui concerne tous les professionnels de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme : l'éthique. Au cours de cette rencontre, dix experts des secteurs de l'éthique, de la jeunesse, de l'éducation, du conseil aux prisonniers, de la réadaptation et de la coopération multi-institutionnelle ont pris part à la discussion. Ces praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent doivent en permanence jongler avec des valeurs morales telles que la confidentialité, la transparence, la sécurité (personnelle) et les droits de l'homme. L'éthique est le système de toutes les valeurs morales combinées. Des questions éthiques se posent car les praticiens, qui sont des êtres humains comme les autres, défendent des valeurs différentes dans des situations différentes. Chaque situation est, en effet, différente, en particulier dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Il n'existe aucune réponse universelle simple à une question éthique donnée : dans un domaine tel que celui de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, tout dépend du contexte. Les participants ont évoqué les contextes divers dans lesquels ils sont amenés à faire leur travail, les problèmes éthiques qui ont surgi ainsi que les approches personnelles et institutionnelles qu'ils ont utilisées ou utiliseraient.

En participant à des discussions sur l'éthique dans le cadre de tels forums, les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent posent les bases d'une meilleure compréhension de ce qu'eux-mêmes, leurs collègues, les personnes dont ils s'occupent ou leurs organisations, considèrent comme un traitement « équitable ». Les discussions ont débouché sur les cinq résultats suivants.

1. **La première chose à faire est d'organiser une discussion sur l'éthique.** Souvent, l'éthique n'est pas du tout abordée et, lorsqu'elle l'est, c'est généralement une fois qu'une intervention ou une approche a été mise en place. En définitive, organiser en continu des discussions sur l'éthique aide à créer un environnement ouvert au changement social et à la mise en place de politiques plus complètes.
2. **Les discussions et le soutien à l'éthique doivent être informés par la sagesse pratique et institutionnalisés** de façon à être efficaces. Aujourd'hui, même si de nombreuses organisations transmettent des valeurs telles que la lutte contre la discrimination et la responsabilisation, la mise en œuvre de ces valeurs reste, dans de nombreux cas, un processus descendant fondé sur des valeurs générales difficiles à mettre en pratique dans des situations concrètes.
3. **La question du *Comment*, plutôt que du *Quoi*, est la base de toute discussion éthique. Elle montre la différence** qui existe entre le simple fait de disposer de directives et la mise en œuvre de l'éthique dans le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent mené sur le terrain. À titre d'exemple, des directives relatives à l'éthique peuvent proposer d'encourager un « espace sûr ». Il s'agit du *Quoi*. La question éthique que les

praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent doivent se poser *c'est comment* ils prévoient d'encourager et d'instrumentaliser ces « espaces sûrs » dans leur travail quotidien.

4. **Une discussion sur l'éthique est une discussion sur l'établissement d'une relation de confiance.** Dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, nous savons qu'une approche multi-institutionnelle donne des résultats. Toutefois, nous devons aussi parvenir à mettre en place un certain niveau de confiance entre les différentes agences impliquées, concernant le partage d'informations mais aussi concernant l'évaluation éthique des actes et du raisonnement de chacun.
5. Il est important de ne pas perdre de vue que **l'éthique dépend de la culture.** Ce qui est considéré comme « juste » différera probablement dans un organisme de sécurité, un établissement de réadaptation pénitentiaire ou un établissement scolaire.

Temps forts de la discussion

La discussion a permis d'examiner les différents scénarios et situations rencontrés par les participants sur le terrain. La plupart d'entre eux ont identifié la tension qui existe entre leurs convictions personnelles et leurs responsabilités professionnelles (lesquelles reposent sur les protocoles et les valeurs de leur organisation) comme un des dilemmes éthiques les plus importants auxquels ils sont confrontés. Ceci montre la dynamique complexe qui existe entre les valeurs/niveaux professionnels et personnels.

User de sagesse pratique

Les participants ont longuement parlé de l'importance de fixer, de communiquer et de respecter des limites individuelles dans le travail quotidien, par exemple lorsqu'ils interviennent auprès d'une personne ayant commis (ou suspectée d'avoir commis) un délit difficile à gérer tel qu'un viol. Dans certains cas, les praticiens sont contraints, contre leur volonté (par la loi, ou parce qu'ils travaillent pour un organisme public) de continuer de travailler auprès de cette personne. Dans d'autres, les praticiens ont plus de liberté quant au profil des personnes dont ils vont s'occuper, mais ils sont insuffisamment soutenus par leur organisation pour discuter ou évaluer des situations qu'ils ont du mal à gérer. Dans tous les cas, les participants ont convenu que l'établissement d'une forme de dialogue (par exemple, une discussion sur l'éthique) entre pairs, que ce dialogue soit institutionnalisé ou non, leur serait très bénéfique. La sagesse pratique, ou **phronesis**, est perçue comme la clé d'une prise de décision éthique, en particulier dans un domaine de pratique intrinsèquement fluide tel que celui de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, comprenant un grand nombre d'inconnues et un risque réel.

Rétablir la confiance

Un autre dilemme mentionné à plusieurs reprises est la volonté d'agir dans une situation potentiellement non sécurisée mais sans avoir confiance en les agences partenaires pour le faire. Les praticiens ont, en particulier, décrit

Dilemmes éthiques dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

Des dilemmes éthiques ont été identifiés à quatre niveaux différents : structurel, politique, professionnel et personnel.

Dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, des questions éthiques d'**ordre structurel** se posent lorsque le caractère moral ou les incohérences fondamentales de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent posent question.

Des questions éthiques d'**ordre politique** se posent par exemple lorsque la tension entre secret, sécurité, transparence et responsabilité a un impact important sur les discussions.

Au **niveau professionnel**, les valeurs professionnelles mises en œuvre dans la pratique peuvent provoquer des tensions avec les intérêts de l'organisation.

Enfin, sur le **plan personnel**, l'intégrité individuelle peut être mise à rude épreuve par des valeurs morales conflictuelles.

des situations dans lesquelles il leur a été demandé de partager des informations avec d'autres agences. Dans la plupart des cas, des informations étaient demandées sur une personne prise en charge, sur un élève, ou sur le professionnel lui-même, sans qu'il soit précisé pour quelles raisons la demande avait été formulée, ou à quoi les informations serviraient, malgré la volonté de coopérer des personnes concernées. Les participants ont indiqué que cette dynamique aurait pour conséquence probable un manque de confiance entre les organisations impliquées dans la collaboration multi-institutionnelle. Plus important encore, cette dynamique nuit au partage d'informations et exclut toute possibilité d'évaluer si le travail réalisé par les organismes ou les praticiens impliqués est conforme à l'éthique.

Adopter des règles éthiques dans le cadre d'une collaboration multi-institutionnelle

Les participants ont discuté d'un autre dilemme : partager ou utiliser des informations « non vérifiées » sur une personne sans que les conditions juridiques adéquates soient réunies ou sans qu'un protocole adapté ait été suivi dans un cadre multi-institutionnel. Dans ce cas de figure, c'est souvent le principe « mieux vaut prévenir que guérir » qui est appliqué. Un participant a évoqué le cas d'un mineur qui a été inscrit sur une liste de personnes suspectées d'extrémisme/terrorisme en raison de son intérêt croissant pour les plateformes extrémistes en ligne, son comportement déviant à l'égard de sa mère et les inquiétudes celle-ci concernant son comportement. Dans un autre cas, un éducateur a rencontré un parent inquiet qui pensait que son fils était parti pour la Syrie rejoindre un groupe terroriste. L'éducateur a décidé de contacter immédiatement les agences de sécurité (allant ainsi à l'encontre du protocole), qui ont pu faire le nécessaire pour intercepter le jeune homme. La discussion des cas par les participants a mis en évidence l'importance d'une compréhension et d'une discussion éthique continue entre collègues dans un cadre multi-institutionnel, avant et après les interventions, ou même avant qu'elles soient organisées. En substance, les praticiens ont souligné l'importance d'établir un dialogue éthique permanent dans le cadre d'un processus d'évaluation multi-institutionnel.

Partager ou ne pas partager

Enfin, les participants ont expliqué combien il est difficile d'établir un climat de transparence et de responsabilité tout en travaillant dans un environnement sécurisé. On peut citer en exemple la décision d'un praticien de communiquer des informations personnelles le concernant à une personne dont il avait la charge, par rapport à la nécessité d'établir une relation de confiance mutuelle entre la personne et le praticien, ou de rendre des informations publiques et risquer de révéler les approches et les interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent aux personnes prises en charge.

Questions que peuvent se poser les praticiens cherchant à trouver l'équilibre entre leurs dilemmes éthiques

Quelle est la réaction de mes collègues face à la situation à laquelle je suis confronté ?

Comment puis-je éviter la discrimination dans mon travail ?

Ma sécurité (physique, mentale) est-elle assurée dans ce processus professionnel ?

Suis-je bien placé pour travailler auprès de cette personne ?

Quels sont les risques induits par mes décisions ?

Recommandations

1. **Laisser parler le philosophe qui sommeille en vous.** Les directives ont tendance à être un code de conduite hiérarchique. Toutefois, les dilemmes éthiques varient selon la personne et la situation. Les praticiens du secteur de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent sont confrontés à des situations qui ne sont pas abordées dans les directives et les manuels (question du Quoi par rapport au

Comment). Le dialogue et la réflexion (sur soi) doivent donc être constants. Lorsqu'un professionnel fait part de ses dilemmes éthiques, de ses difficultés et de ses questions à ses collègues, ceux-ci peuvent y réfléchir et l'aider à formuler une approche adaptée au cas, se demander s'ils auraient pris les mêmes décisions et conseiller d'autres façons d'appréhender une situation ou une personne.

2. **Des directives en matière d'éthiques peuvent donner des résultats mais elles doivent être renforcées par la phronesis.** Des directives en matière d'éthique peuvent s'avérer utiles mais elles sont nécessairement générales et abstraites. C'est la raison pour laquelle les directives doivent reposer sur la sagesse pratique (l'expérience personnelle et professionnelle des praticiens) afin de pouvoir être appliquées à un contexte et à un environnement de travail particulier. Pour aborder des dilemmes et des discussions éthiques, il peut être utile de formuler un ensemble de questions prenant en compte les limites émotionnelles, la sécurité et les « lignes rouges » de l'organisation (voir l'encadré contenant les questions que les praticiens peuvent (se) poser).
3. **Institutionnaliser un « espace éthique sûr » propice à l'apprentissage sur le lieu de travail.** Les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent sont souvent confrontés à des choix moraux et donc à des dilemmes éthiques. La discussion a permis de déterminer que les participants font face à des dilemmes éthiques tant sur le plan professionnel que personnel. Pour gérer ces situations, ils doivent disposer d'un espace leur permettant de discuter et d'apprendre les uns des autres. Parallèlement, si une organisation ou un environnement de travail impliqué dans les activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent vient à prendre connaissance de tels besoins, il doit affecter les ressources nécessaires et évaluer continuellement les besoins et les aspects éthiques. L'évaluation peut conduire à l'organisation de séances de conseil ou de conversations de groupe et/ou à la création de postes chargés des questions éthiques, comme la désignation de membres d'un comité d'éthique.
4. **Évoluer d'une collaboration multi-interinstitutionnelle vers une collaboration interinstitutionnelle sur l'éthique.** Il est essentiel que les organisations de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent se fassent confiance, non seulement en ce qui concerne le partage d'informations, mais aussi au niveau de la compréhension de leurs besoins éthiques mutuels et de leur raisonnement moral dans le cadre de certaines décisions ou des informations à fournir. Au lieu d'établir une collaboration multi-institutionnelle, les partenaires impliqués dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent doivent entretenir des relations plus étroites, en particulier lorsque des décisions éthiques doivent être prises. Les travailleurs sociaux qui s'occupent de personnes potentiellement extrémistes s'inquiètent beaucoup pour elles et seront réticents à l'idée de partager des informations susceptibles de leur faire du tort. Dans une telle situation, il pourrait être utile de désigner un référent extérieur en charge de l'éthique ayant pour mission de contrôler et d'évaluer les décisions et les interventions de toutes les organisations impliquées.
5. **S'inspirer de ce qui se fait ailleurs.** Discuter de l'éthique n'est pas chose facile, et institutionnaliser une approche éthique l'est encore moins. Heureusement, on dispose de plusieurs exemples d'approches institutionnalisées. L'un de ces exemples est celui du cadre et du comité d'éthique de Moonshot. Le secteur de la santé (mentale) est lui aussi source d'inspiration, avec ses cadres et ses comités d'éthique bien établis. L'outil de délibération éthique (Moral Case Deliberation - MCD)¹ mérite que l'on y prête attention. Un participant a fait remarquer que les agences de sécurité reçoivent une formation éthique dispensée par des établissements de santé tels que des hôpitaux. Enfin, les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent peuvent s'inspirer du travail effectué par les plateformes d'alerte éthique comme le Réseau des autorités européennes en charge des lanceurs d'alerte (NEIWA). Ces plateformes (ainsi que les lanceurs d'alerte) sont intrinsèquement déterminées par les dilemmes et les questions éthiques difficiles.
6. **Comprendre les aspects éthiques derrière l'extrémisme violent.** À un niveau plus fondamental, le secteur de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent est observé de près. Le caractère éthique des interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, et tout particulièrement celles de prévention primaire, font l'objet de débats constants. Pour prévenir l'extrémisme, nous devons comprendre

¹ Le Moral Case Deliberation (MCD) est un processus structuré grâce auquel un groupe de personnes, souvent issues de milieux professionnels différents, prennent part à des discussions pour analyser et gérer les difficultés éthiques dans le cadre de leur travail. Durant ce processus, les participants examinent ensemble un dossier ou un dilemme spécifique en exposant leurs points de vue divergents, leurs valeurs et leur façon de procéder. Le but est d'améliorer la compréhension éthique, d'encourager une communication ouverte et d'aboutir à une solution mûrement réfléchie. Le MCD encourage les participants à porter un regard critique sur leurs propres convictions, à apprendre des autres et à développer des compétences de prise de décision mieux informées et éthiques. Au final, il encourage la mise en place d'une approche collaborative pour gérer les problèmes moraux éthiques dans différents domaines, tels que la santé, le travail social et les affaires.

ses causes profondes et tenter d’y remédier. Par conséquent, les praticiens de la prévention et de la lutte contre l’extrémisme violent doivent comprendre pourquoi les gens « deviennent » extrémistes ou terroristes, et quelles sont leurs valeurs fondamentales et éthiques. Un participant a cité le livre du Dr Bart Schuurman, *Becoming a European Homegrown Jihadist*.

Suivi

La prévention et la lutte contre l’extrémisme violent exigeant d’adopter une approche collective et multi-institutionnelle, une réunion de suivi pourrait étudier les possibilités et les difficultés d’organiser un débat éthique dans le cadre d’une approche collaborative multi-institutionnelle de prévention et de lutte contre l’extrémisme violent.

Ce résultat, ainsi que les autres résultats de la réunion, serviront à organiser un **webinaire sur les directives en matière d’éthique dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l’extrémisme violent, qui devrait être organisé le 14 septembre (de 14h00 à 15h30 CET)** afin de débattre de la question avec un public plus large.

Pour approfondir

- Michael Kowalski (ed.) (2017), *Ethics of Counterterrorism*
- [European Network on Integrity and Whistleblowing \(NEIWA\)](#)
- [Moonshot’s Ethics Framework](#)
- Bart Schuurman (2018), *Becoming a European Homegrown Jihadist*